

Venezuela, nos inquiétudes

Les développements de la situation au Venezuela sont portés de manière puissante à la "Une" des actualités dans les télévisions et radios et une partie de la presse. Beaucoup de nos concitoyens de gauche et soutien du processus de transformation s'interrogent à juste titre. La campagne menée ici n'a évidemment rien à voir avec le sort des familles populaires vénézuéliennes mais tout à voir avec la tentative de discréditer notre gauche. Je crois que le mieux est d'éviter toute posture.

On ne peut nier les pressions des Etats-Unis même sous la présidence de M. Obama qui avait signé un décret déclarant le Venezuela comme « une menace non usuelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique extérieure des Etats-Unis ». On ne peut nier non-plus la bataille des droites parfois très violente. Mais sauf à être pour le retour au parti unique, il faut bien accepter le pluralisme politique qui porte des intérêts différents voir contradictoires dans une société. Il est vrai que des fractions de la droite vénézuélienne utilisent des moyens peu démocratiques de combat allant jusqu'à armer des milices ou des groupes paramilitaires à partir des polices locales notamment à Caracas.

Ajoutons que depuis des mois, le pouvoir Vénézuélien est confronté à de multiples problèmes objectifs. La chute des cours du pétrole, principale ressource du pays. Puis il y a un an une sécheresse exceptionnelle causée par des canicules liées au phénomène « El Niño ». Ceci a renchéri le prix de plusieurs denrées alimentaires, a créé des pénuries d'eau et a eu une conséquence immédiate sur la production d'électricité car la quasi-totalité de l'énergie électrique est fabriquée à partir de barrages. Ajoutons que l'amélioration du pouvoir d'achat global, et le recul de la pauvreté durant la période de H. Chavez a aggravé les problèmes d'approvisionnement alimentaire entraînant des spéculations et du marché noir libellé en dollars. Il y a donc des difficultés objectives que le pouvoir de M. Maduro a dû affronter. Des dispositions ont d'ailleurs été prises pour tenter de conjurer ces problèmes parfois avec succès. Des dispositions sociales ont continuées d'être mises en œuvre, d'autres décidées notamment pour l'accès au logement ; les petites retraites ont été améliorées. Mais force est de constater que c'est l'opposition qui a gagné les dernières élections législatives. Il y a bien des questions politiques dans la population.

Mais, il est vrai aussi que malgré la rente pétrolière, la dette a explosé, que le produit intérieur brut par habitants recule, que le salaire minimum est sur une tendance baissière, que le taux de pauvreté qui avait beaucoup diminué repart à la hausse, que les prix des produits de première nécessité augmentent. Le mécontentement social existe et il est important. Des compagnons de H. Chavez, certains de ses anciens ministres, l'organisateur du forum social de Caracas et d'autres encore, fervents partisans de la révolution bolivarienne, critiquent le pouvoir et n'ont pas soutenu le nouveau processus de « constituante ». Ils n'en sont pas moins de gauche. Ils ne sont pas des ennemis de la révolution ni des « suppôts de l'impérialisme ». Et ici les médias, comme parfois nous même, ont tort de raisonner à partir de traditions politiques, de méthodes et à partir de « posture » à priori.

Je suis personnellement lié au Venezuela et à nombre de ses dirigeants de multiples manières. J'ai répondu à toutes les demandes de collaboration et d'aides notamment sur le développement agricole. J'avais même, à la demande de H. Chavez, travaillé sur les médias et un projet de journal. C'est parce que je suis cet ami que je permets d'être critique. On aurait tort de nier le fait qu'il aurait fallu depuis longtemps changer de modèle économique et sortir du quasi "tout pétrole". On aurait tort de nier ou de vouloir cacher la corruption. D'autre part, on ne peut avoir trente-six discours variables selon la posture qu'on défend : l'un ici qui dit que le parlement est premier, et l'autre ailleurs qui explique que parce que le parti du président a perdu les élections législatives, le primat revient au président. On ne peut pas ici regarder la côte de popularité du président et dire que là-bas il ne faut pas le faire parce qu'il est en deçà des 20%. On ne peut pas avoir adoré hier des personnalités, d'anciens ministres ou encore Mme Luisa Ortega Diaz (procureure générale qui a toujours été fidèle à la constitution et à la révolution) et les vouer aujourd'hui aux gémonies parce qu'ils émettent des réserves et des critiques sur l'objet de la constituante et sur son processus. Un processus où une commune de 4 000 habitants a la même représentation qu'une autre de huit cent mille habitants. Ceci combiné avec une représentation par corporation dont personne ne peut dire comment ont été construites les listes électorales. Où est ici le principe « un homme / femme, une voix » ? Pourquoi vanter tant le référendum révocatoire et ne pas s'y soumettre quand les conditions

constitutionnelles sont pourtant réunies ?

Croire qu'on défend notre gauche en manquant de mesure et d'équilibre ou au nom de la « lutte contre l'impérialisme » revient à faire l'autruche et c'est cela qui précisément donne des arguments à la droite, aux antirévolutionnaires, et à l'impérialisme. De ce fait, on sert ici Macron et ses équipes, une certaine presse qui s'en délecte et on discrédite notre gauche. Dans le cadre de cette lettre je ne peux évidemment pas tout analyser de manière détaillée mais un travail sérieux au service des idéaux de transformations révolutionnaire est indispensable.

Ce débat doit se poursuivre car il est lié à nos conceptions des changements et des processus politiques.